

OBJET

FAIRE CESSER LES VIOLENCES SUBIES PAR LES RÉFUGIÉS À CALAIS

Calais, 31 mai 2017

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

600 exilés environ, dont des familles, des femmes, des enfants, des mineurs isolés, beaucoup de jeunes gens, survivent à Calais et dans les environs dans des conditions insupportables, sans abris, sans accès à des douches, sans toilettes, et dépendent totalement des associations humanitaires et de citoyens calaisiens pour l'eau, l'alimentation, les vêtements, les couvertures. Le nombre de ces exilés augmente chaque jour.

La protection des personnes fragiles, l'accès à l'information sur le droit d'asile, le rapprochement familial, sur les droits en général, sont inexistantes, et la France ne respecte pas ses obligations prévues par les lois nationales et les accords internationaux. **Que comptez-vous faire pour que la France respecte le droit à Calais ?**

D'importantes forces de police sont présentes. Elles occupent l'essentiel de leur temps à poursuivre et arrêter les exilés. Elles tentent de décourager les réfugiés en exerçant des violences constantes sur les personnes, en détruisant ou enlevant leurs biens personnels. Au mépris des décisions de justice, notamment la décision du Tribunal Administratif de Lille du 22 mars 2017, qui autorisent l'aide humanitaire, elles se livrent à des pressions indignes sur les bénévoles, en limitant dans le temps ou en interdisant arbitrairement les distributions, en exerçant des contrôles d'identité incessants et inutiles, et en verbalisant les véhicules. Sur consignes de la préfecture, avec les personnels spécialisés de la DDPP, elles exigent des normes d'hygiène coûteuses et injustifiées sur la préparation et la distribution des repas, et menacent les installations

de fermeture administrative. Ces façons de faire sont illégales et inefficaces. **Pouvez-vous faire cesser les violences exercés par les forces de police sur les migrants et les pressions sur les bénévoles ?**

Vos prédécesseurs ont tenté de régler la situation calaisienne par la violence. Cela est contraire aux droits humains, aux lois et conventions internationales et à la simple humanité. Nous vous demandons instamment d'ouvrir un dialogue avec les acteurs concernés : les exilés, les associations et ONG, les autorités locales et le gouvernement britannique, de façon à mettre fin aux souffrances et aux injustices. Nous demandons la mise en place d'un véritable accueil. Dans l'immédiat, nous vous demandons de faire cesser les violences et les pressions des forces de police.

En espérant une réponse positive, une proposition de rencontre avec l'un de vos conseillers, et le constat sur le terrain d'un changement des pratiques des forces de l'ordre, nous vous prions de croire, monsieur le Président et monsieur le Ministre de l'Intérieur en l'expression de notre haute considération.

Pour Utopia 56, le Président, Hervé Le Bloa

Pour l'Auberge des Migrants, le Président, Christian Salomé